

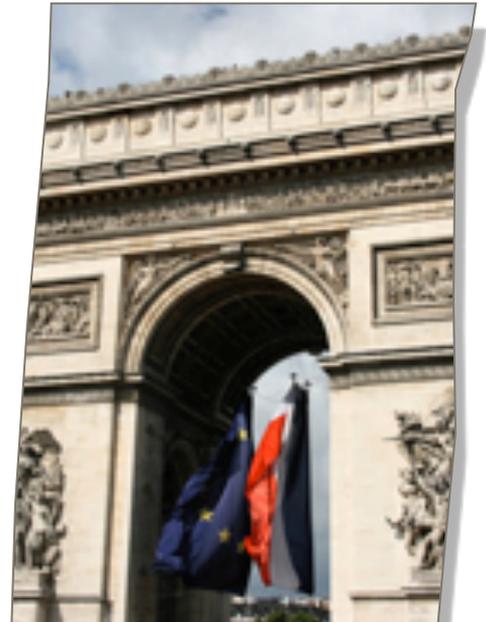
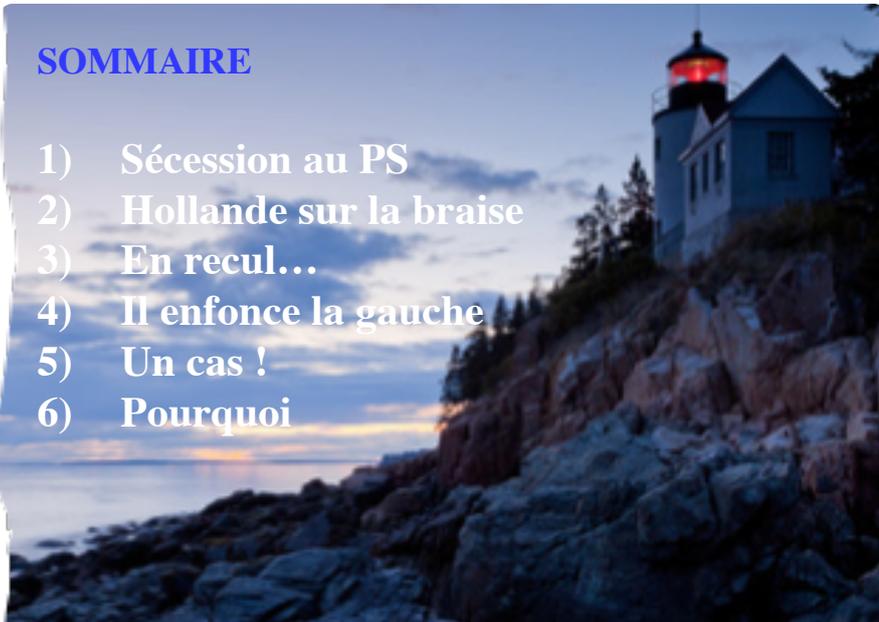
LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 17 JUIN 2014

SOMMAIRE

- 1) Sécession au PS
- 2) Hollande sur la braise
- 3) En recul...
- 4) Il enfonce la gauche
- 5) Un cas !
- 6) Pourquoi



G.Diez La Presse en Revue

I) Députés frondeurs : Cambadélis inquiet d'une «sécession» au sein du PS



Le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis le 25 avril 2014 à Colomiers.
(Photo Pascal Pavani.AFP)

AFP

Le premier secrétaire défend notamment le pacte de responsabilité, qui peut selon lui être «amendé, mais pas détricoté».

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, a dit dimanche «s'inquiéter d'une sécession» quand des parlementaires socialistes «avec des logos» présentent «de manière systématique» des amendements aux textes gouvernementaux.

Invité de l'émission «Tous politiques» (France Inter/Le Parisien/France 24), il visait implicitement les «députés frondeurs» du PS qui ont fait, sous la forme d'une plateforme avec un logo, des contre-propositions aux textes budgétaires bientôt examinés à l'Assemblée et qui traduisent le pacte de responsabilité voulu par François Hollande.

«Je ne suis pas choqué que des parlementaires veuillent amender des textes (...) Maintenant quand c'est systématique, quand cela se fait de manière orthogonale à la politique gouvernementale, que c'est porté par des logos et des lettres communes, je commence à m'inquiéter d'une sécession», a-t-il déclaré.

Sur la politique économique et le pacte de responsabilité, «le cap a été fixé, je souhaite s'il le faut qu'il puisse être amendé, mais pas détricoté», a-t-il mis en garde. Est-ce une mise au pas ? «On ne fonctionne pas en remettant au pas les gens, on fonctionne en essayant de dépasser les contradictions», a-t-il dit.

Le patron du PS a par ailleurs critiqué les écologistes qui se sont prononcés samedi à l'unanimité contre les orientations du projet de loi de finance rectificative et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale rectificatif.

«Ca finit par poser un petit problème, parce que dans l'accord (programmatique) signé (par les socialistes en 2011, ndlr) avec les écologistes, nous avons dit qu'il y avait au moins un sujet où la solidarité devait être totale, c'était la solidarité en termes budgétaires», a affirmé Cambadélis.

«Quand même, on ne peut pas non plus faire deux choses: premièrement ne pas être solidaire alors qu'on a signé un accord (...) et deuxièmement le PS n'est pas à vendre à la découpe, donc on ne joue pas avec les marges du PS et les opposants

dans ce parti», a-t-il prévenu.

Interrogé sur ce que serait pour lui «la gauche rêvée», il a répondu qu'elle «aurait le sens du compromis social-démocrate allemand, l'inventivité à l'italienne telle que nous la connaissons aujourd'hui et la combativité grecque ou espagnole». «Je vais le faire !», a-t-il lancé.

AFP

liberation.fr

II) SNCF, intermittents... Semaine à haut risque pour Hollande



Par Le Nouvel Observateur

Séquence cruciale pour le chef de l'Etat qui doit faire face à la première véritable épreuve sociale de son quinquennat.



François Hollande. (GEORGES GOBET/AFP)

SNCF, intermittents, Alstom... Le président François Hollande aborde cette semaine une séquence politique délicate, qui pourrait bien s'avérer décisive pour la suite de son quinquennat. Tour d'horizon des dossiers chauds.

Les intermittents ne décolèrent pas

Les intermittents du spectacle se préparent à une nouvelle journée de colère ce lundi 16 juin avec grèves et manifestation pour obtenir du

gouvernement qu'il ne donne pas son feu vert aux nouvelles règles durcissant le régime d'assurance-chômage.

Artistes, ouvriers et techniciens du spectacle ont notamment rendez-vous sous les fenêtres du ministère de la Culture à Paris pour un grand rassemblement à 14h30 à Paris. Alors que François Hollande redoute une convergence des conflits sociaux, le médiateur nommé par le gouvernement dans le dossier, le député socialiste Jean-Patrick Gille, poursuit en parallèle ses discussions avec les partenaires sociaux.

La grève SNCF menace de durer

C'est un mouvement de grève qui arrive au pire moment pour le gouvernement. La grève des cheminots, au premier jour du baccalauréat, se poursuit pour la sixième journée, à la veille de l'examen à l'Assemblée nationale de la réforme ferroviaire. Mais pour l'exécutif, pas question de lâcher du lest alors que des millions d'usagers sont touchés quotidiennement par les perturbations ? Manuel Valls a exclu lundi sur France Info tout report de l'examen de la réforme. Cette grève n'est pas utile et pas responsable, surtout un jour de bac", a ajouté le Premier ministre, qui estime qu'"il est temps d'arrêter" cette grève.

Une position partagée par le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, pour qui si des corrections sont à apporter à la réforme, "c'est aux parlementaires de le faire".

L'épisode Alstom proche de son dénouement

Les intentions des prétendants à une reprise partielle d'Alstom devraient se préciser dans les prochains jours, après l'entrée dans le bal du géant japonais Mitsubishi, qui proposerait avec Siemens de s'allier au fleuron industriel français afin de contenter Paris. Siemens fera savoir ce lundi s'il concrétise son intérêt par une offre ferme, une semaine avant l'échéance fixée au 23 juin par son rival américain General Electric (GE), qui a déjà mis sur la table 12,35 milliards d'euros.

François Hollande, qui sait que ce dossier stratégique a valeur de symbole, présidera mardi matin une réunion à l'Élysée en présence de

Manuel Valls et Arnaud Montebourg.

Réforme territoriale et PLFSS au menu du Conseil des ministres

Alors que la colère gronde au sein de la majorité, deux textes gouvernementaux essentiels seront présentés ce mercredi en Conseil des ministres : le projet de loi rectificative de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), qui irrite une partie du groupe PS à l'Assemblée, et la déjà très controversée réforme territoriale, qui fait bondir plusieurs barons locaux. Autant de textes qui devraient faire l'objet de batailles sévères au Parlement, y compris dans les rangs socialistes.

Avec AFP

La grève à la SNCF est reconduite mardi

C'est ce qu'a annoncé la CGT-Cheminots



Des passagers sortent d'un train à la gare de Lyon, au 6e jour de grève à la SNCF, le 16 juin 2014 à Paris. (MAXPPP)

Par Francetv info avec AFP

Pas de sortie de crise. La grève à la SNCF est reconduite pour 24 heures, a annoncé la CGT-Cheminots, lundi 16 juin. Réunies au 6e jour de grève, les assemblées générales de cheminots en grève ont toutes reconduit "à une large majorité" le mouvement lancé il y a une semaine par la CGT-Cheminots et SUD-Rail.

14% du personnel est en grève

Les syndicats protestent contre la réforme ferroviaire, qui doit être débattue à partir de mardi à l'Assemblée nationale. Selon Thierry Nier, porte-parole de la CGT-Cheminots, premier syndicat à la SNCF, "la mobilisation reste importante", notamment chez les conducteurs, contrôleurs, agents de réparation de matériels et maintenance des voies, ainsi qu'aux guichets.

Lundi matin, jour des premières épreuves du baccalauréat général, le taux de participation s'élevait à 14,08% pour l'ensemble du personnel, estime la direction de la SNCF. Un chiffre en recul de près de 14 points par rapport au premier jour de grève.

III) Quand Jean-Luc Mélenchon choisit de se mettre en retrait

Sophie de Ravinel



Le leader du Front de gauche Jean-Luc Mélenchon Crédits photo : PIERRE ANDRIEU/AFP

L'ancien candidat à la présidentielle a pris ses distances de la scène médiatique et politique depuis les européennes alors que les communistes appellent à la transformation du Front de gauche.

Jean-Luc Mélenchon s'est mis au vert ces derniers jours. Au bleu plus précisément, au bord de la mer. En Espagne, glisse un proche, pour des affaires familiales et quelques jours de repos. Il en avait visiblement besoin après les européennes et ses larmes au soir de la large victoire du Front national. Sur son site, la vidéo de ce moment

cruel a été vue par plus de 223.000 personnes. Dans la dernière note de son blog datée du 7 juin, le leader du Front de gauche raconte combien la vue de la mer lui a fait du bien. «Regarder les vagues moutonner, c'est les faire entrer dans l'esprit et, de là, dans tout le corps. Il peut en résulter une plage aussi lisse que fraîche.» Serait-il apaisé? Pas vraiment. Au fil de l'eau, il voit surtout les déchets. «Notre civilisation, dit-il, est celle des déchets massifs.» L'humeur est sombre.

En 2002, après la défaite de Lionel Jospin et un Front national au second tour, celui qui était alors socialiste avait plongé dans la dépression. Un rude moment, qui avait duré. Il en reparle relativement facilement aujourd'hui, comme d'une grande secousse psychique.

«Percuté par les résultats»

S'il est revenu à Paris mercredi soir, Jean-Luc Mélenchon reste volontairement en retrait des médias. En catimini, ou presque, il s'est rendu jeudi devant le Palais de justice de Paris pour soutenir des salariés et des syndicalistes de la RATP. Il communique peu, ou pas, avec ses alliés de la gauche radicale en dehors de son Parti de gauche. Et il ne se rend plus, depuis longtemps déjà, aux réunions des responsables du Front de gauche. Figure féminine du Front de gauche, Clémentine Autain, de la formation Ensemble, affirme n'avoir «aucune nouvelle» de lui. «Il est percuté par les résultats, dit-elle. Les coordonnées politiques telles qu'il les voyait ne sont pas sorties des urnes, ça remet en cause tout le mécano

Le 23 mai sur son blog, à la veille des européennes, Mélenchon affirmait: «Dimanche ça va le faire, j'en suis certain. Faites attention aux annonces de 20 heures. A la présidentielle, Le Pen était annoncée à 20 %. Le lendemain matin, elle était à 17. Comme son papa l'ami d'Ebola au mieux de sa forme. Mais pas mieux.» Pour Clémentine Autain, «Jean-Luc Mélenchon a besoin de retrouver un souffle, une stratégie.»

Un ancien cadre du Parti de gauche, qui a pris ses distances, observe avec sévérité Mélenchon, «incapable de remettre en cause une stratégie d'autonomie qui a visiblement échoué». «Il est dans une impasse politique et le Front de gauche, que personne n'ose débrancher, est dans un stade de coma dépassé.» Pour cet ancien cadre, les propos de l'ex-candidat à la présidentielle tenus après les européennes «n'annoncent pas

d'aggiornamento politique».

Autre figure du Front de gauche, Pierre-François Grond, tente de passer outre la figure imposée de Jean-Luc Mélenchon. «Je n'ai pas plus de nouvelles récentes que les autres. Mais son absence, assure-t-il, ne nous empêche pas de travailler sur la rentrée». Objectif: dépasser les oppositions sur les questions d'alliance ou non avec le PS qui ont déchiré le Front de gauche aux municipales et contribué à éloigner Mélenchon du PCF. «Tout le monde s'accorde, assure Grond, sur la nécessité d'un front large et commun avec des socialistes et des écologistes, pour contrer la politique du gouvernement.» Vendredi matin, Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard, les co-présidents du Parti de gauche, ont d'ailleurs aussi répondu favorablement à la proposition d'une rencontre lancée par la secrétaire nationale des écologistes, Emmanuelle Cosse. Tout en lui reprochant d'avoir envoyé une même invitation au MoDem.

Quand au PCF, il semble tenir Mélenchon particulièrement à distance ces temps-ci. Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, appelle à une «transformation» du Front de gauche pour aller vers «un rassemblement plus large». Le Conseil national du PCF qui se réunit samedi devrait entériner et préciser la mutation, qui sera proposée lundi lors d'une réunion des responsables du Front de gauche. Jean-Luc Mélenchon n'y sera sans doute pas. Dans son agenda, seule figure, le 1er juillet, la session du Parlement européen à Strasbourg. «Ce n'est pas là qu'il va se remonter le moral», ironise un membre du Front de gauche.



Sophie de Ravinel

lefigaro.fr

Journaliste politique, en charge du PS, des écologistes et de la gauche radicale. Un peu de collectivités locales aussi.

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Manuel Valls ne sauvera pas la "gauche"



Manuel Valls craint la "mort de la gauche"

Le premier ministre met en garde contre le danger d'une "disparition" de la gauche en 2017. Mais sa politique peut-elle stopper la confusion?

Comme Paul Valéry qui, après la première guerre mondiale, avait dû se rendre à cette douloureuse évidence que « nous autres, civilisations, savons que nous sommes mortelles », Manuel Valls, a donc pris conscience de la mortalité de la « gauche. » De quoi faire frémir les députés socialistes tentés par la désobéissance vis-à-vis du gouvernement. Et sans doute le premier ministre a-t-il parfaitement raison de mettre en garde contre l'éventualité d'une présence du candidat du Front National au deuxième tour de la présidentielle de 2017. Le seul problème, c'est que la politique qu'il promeut et sur laquelle il veut réaliser l'unité de ses députés est sans doute le plus court chemin pour parvenir à ce désastre.

Une politique proche de celle de Nicolas Sarkozy

Cette politique économique que promeut le premier ministre est, d'abord, dans ses grandes lignes, celle qu'a défendu et mise en œuvre le gouvernement de François Fillon à la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy. C'est une politique de l'offre fondée sur un abaissement du coût du travail et une compression de la demande intérieure afin de regagner de la compétitivité coût. Dans le cadre européen, cette politique s'appuie sur des instances « indépendantes » (Commission européenne, haut conseil des Finances publiques) qui garantissent sa poursuite, quelle que soit la couleur politique de l'exécutif. Cette politique basée sur le pacte de responsabilité avait été largement entamée par le

gouvernement de Jean-Marc Ayrault avec le CICE et la hausse de la TVA. Mais elle est désormais, et depuis la fameuse « conférence de presse » présidentielle du 14 janvier, assumée. Ce n'est du reste pas un hasard si l'on a pu retrouver dans ce « grand » discours de François Hollande les grands leitmotifs sarkozistes, comme la fameuse harmonisation fiscale (unilatérale évidemment) avec l'Allemagne.

Confusion économique

Cette politique est-elle « de gauche » ? La politique de l'offre - du moins celle que défend Manuel Valls - vise avant tout à un transfert de richesse du consommateur vers le producteur. Elle nécessite une modération salariale, une flexibilité accrue du marché du travail et une certaine remise en cause de l'Etat-providence, liée à la baisse du déficit, vue comme un facteur de confiance. Or, depuis le 19^{ème} siècle, la « gauche » s'est constituée politiquement précisément sur un Etat « protecteur » et sur une redistribution en faveur des salariés-consommateurs. On peut considérer, si l'on veut, que cette distinction est dépassée, mais c'est encore un des points sur lequel les électeurs jugent de ce qui est « à gauche » ou « à droite. »

Autrement dit, les électeurs ont toutes les raisons de ne pas appeler « de gauche » la politique de Manuel Valls. Et ce n'est pas le théorème de Helmut Schmidt qui proclame que les « profits d'aujourd'hui font les investissements de demain qui feront les emplois d'après-demain » qui peut modifier cette réalité, puisque cette demande de patience est précisément un des arguments traditionnels de la droite qui, évidemment, a toujours prétendu défendre des politiques qui « profitent à tous. »

Une « gauche » inutile

Dès lors que la « gauche » politique se range à cette politique, il est inévitable que la confusion s'instaure dans l'esprit des électeurs entre la « gauche » et la « droite. » Et que, partant, la « gauche » perde de son utilité politique. Pourquoi ceux qui sont convaincus de la justesse de cette politique de l'offre soutiendraient-ils la « gauche » ? Parce qu'elle instaure quelques « assouplissements » à cette politique pour « les plus fragiles » ? Mais, ces assouplissements sont précisément un frein à l'efficacité théorique de la politique de l'offre ! Quant à ceux qui rejettent cette politique, ils ne peuvent être convaincus par

un « saupoudrage » de petites mesures qui ne modifient pas le fond de la politique économique. Bref, naturellement, la « gauche » devient de moins en moins nécessaire dans le paysage politique. D'où cette menace de mort.

Stratégie de mauvais polar

Mais le comportement de Manuel Valls ressemble à celui de ses assassins de mauvais romans policiers qui viennent au commissariat pour déclarer leur crime et apparaître ainsi au-delà de tout soupçon. Ce gouvernement et son prédécesseur, dans sa volonté de « faire moderne » ou « social-démocrate », dans son incapacité ou son manque de volonté à peser sur l'évolution de l'Europe, a lui-même creusé son tombeau et celui de la gauche. Jamais François Hollande n'a tenté d'imposer en Europe une véritable alternative à la vision allemande. Il a fait voter le pacte budgétaire, ses promesses concernant la baisse de l'euro ne sont que poudre aux yeux et il est aujourd'hui inaudible dans le débat qui s'engage sur le changement en Europe.

Perte de capacité à créer une alternative

La « gauche » a perdu sa capacité à représenter une alternative au niveau européen. Le résultat désastreux des Sociaux-démocrates européens aux élections du 25 mai le confirme. François Hollande devrait réfléchir sur le score désastreux des travaillistes irlandais, néerlandais ou finlandais qui ont payé au prix fort leur ralliement à la « politique de l'offre. » Quant aux deux seuls succès sociaux-démocrates : en Allemagne et en Italie, ils sont précisément des arguments contre la poursuite de la politique de Manuel Valls. Matteo Renzi a promis un « changement » en Europe et une politique plus équilibré entre offre et demande. La SPD allemande a profité, elle, de ses « infidélités » à la politique Schröder, notamment avec le salaire minimum, mais, rappelons-le, elle est encore très loin de ses niveaux historiques. Mais ces résultats ne font pas bouger d'un iota la gauche française.

Voie libre pour le FN

Il y a donc un refus de François Hollande et de Manuel Valls de promouvoir une alternative. Logiquement, les Français qui rejettent comme ceux qui approuvent cette politique se détournent de la « gauche. » Le plus inquiétant étant évidemment que le PS laisse là la voix libre à un

FN qui n'hésite plus désormais à défendre des solutions keynésiennes qui peuvent apparaître comme « de gauche » pour beaucoup d'électeurs. On le voit très clairement avec la forte poussée de ce parti dans les bastions traditionnels de la gauche, notamment dans le nord de la France. Là encore, les élections européennes auraient dû provoquer une réaction de l'exécutif. Il n'en a rien été puisque l'on « garde le cap. » La gauche continue donc de creuser son tombeau.

On notera également que le Front de gauche ne parvient pas non plus à capter le mécontentement. Il est vrai que son ambiguïté vis-à-vis d'un PS qu'il critique mais avec qui il gouverne encore au niveau local, ainsi que le discrédit largement répandu dans l'opinion - et auquel a largement contribué le PS - de la pensée à la gauche de la sociale-démocratie, ne lui laisse guère de chance de s'imposer comme une alternative. Voici pourquoi il reviendrait au PS de défendre des solutions « de gauche » afin de faire vivre le débat démocratique et économique. Mais Manuel Valls et François Hollande y ont renoncé.

Il est donc cocasse de voir le premier ministre réclamer des élus socialistes qu'ils refusent de porter toute alternative à la pensée dominante européenne pour « sauver la gauche. » Car sa politique est le plus sûr moyen d'appliquer à la « gauche » cette parole d'un élu de la Commune de Paris concernant l'établissement du comité de salut public : « ce n'est qu'un mot et le peuple s'est trop longtemps payé de mots. »

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Le cas Hollande

Par Edwy Plenel

De la nomination à l'Élysée d'une conseillère économique libérale à la proposition en Défenseur des droits d'un grognard chiraquien, sans oublier une surdité sociale face aux intermittents et aux cheminots, la semaine écoulée confirme qu'avec un tel président de la République, le pouvoir socialiste n'a pas besoin d'ennemis pour trébucher. Car le chemin de François Hollande n'est pas seulement à rebours de tous ses engagements. Il est aussi devenu illisible et incompréhensible, y compris pour les siens.

Le rôle de l'individu dans l'Histoire n'est pas seulement une question toujours ouverte, entre déterminisme et volontarisme. C'est aussi le titre d'une réflexion aussi oubliée qu'ancienne (elle date de 1898, ici sa version anglaise), dont la postérité ne fut pas sans incidence sur le XXe siècle qu'elle annonçait. Il s'agit en effet d'un essai de Georges Plekhanov (1856-1918), l'homme auquel on doit l'introduction du marxisme en Russie et la formation du Parti ouvrier social-démocrate, où les futurs révolutionnaires russes firent leurs premières armes avant de rompre avec un mentor jugé trop droitier.

Refusant toute vision mécaniste d'une Histoire d'avance écrite par ses causes générales, Plekhanov affirmait qu'elle s'invente dans une interaction multiforme entre ces dernières, les circonstances particulières et les initiatives individuelles. « La grandeur du grand homme ne consiste pas en ce que ses qualités personnelles donnent une physionomie individuelle aux grands événements de l'Histoire, précisait-il. Elle consiste en ce que le grand homme a des qualités qui le rendent le plus capable de servir les grandes nécessités sociales de son temps, lesquelles naissent par l'opération des causes générales et particulières. »

Autrement dit, résumait Plekhanov, « je peux faire l'Histoire sans avoir besoin d'attendre qu'elle se fasse ». Le constat, d'où le léninisme tirera son avant-gardisme jusqu'à l'impasse dictatoriale et sa dégénérescence totalitaire, vaut aussi bien pour les audaces victorieuses que pour les défaites annoncées. Si les hommes politiques

agissent dans des situations qui, évidemment, les déterminent et leur échappent tout à la fois, leurs actions, choix et décisions, interagissent sur ces situations, en accélèrent, retardent, précipitent ou modifient le cours.

L'analyse de l'échec dans lequel s'est si rapidement fourvoyé le pouvoir né de la présidentielle de 2012 ne saurait faire l'impasse sur cette question, autrement dit celle du rôle individuel de François Hollande dans cette situation si catastrophique que son propre premier ministre, Manuel Valls, redoute désormais à voix haute que la gauche toute entière ne s'en relève jamais (« La gauche peut mourir », à lire ici). Certes, personnaliser, c'est souvent dépolitiser. Et les questions individuelles de comportement ou de psychologie ne peuvent servir d'excuses à des choix politiques collectivement assumés par tous ceux qui nous gouvernent depuis deux ans.

Reste que, sous la Cinquième République, le rôle de l'individu dans l'Histoire se ramène d'abord à celui de la personnalité qui l'incarne, le président. Régime archaïque, tant son césarisme bonapartiste dévitalise la volonté populaire, sa force institutionnelle est intrinsèquement sa faiblesse démocratique. Tout ou presque y procède d'un seul. Quand le président américain peut être un ancien acteur hollywoodien (Ronald Reagan) ou un rejeton de l'oligarchie politique (George Bush Jr) qui donne vie à un rôle en grande part scénarisé et mis en scène par d'autres, dans un jeu complexe de pouvoirs et contre-pouvoirs, le président français est d'emblée renvoyé à une immense solitude par des institutions d'essence monarchique plutôt que républicaines d'esprit.

Il n'est pas seulement comptable au premier chef. Il est aussi lui-même agi, transformé et révélé par les institutions qu'il préside, dans une métamorphose incertaine où sa personnalité intervient tout autant que sa politique. À cette aune, il y a bien un cas Hollande dont l'effet négatif est loin d'être négligeable sur son propre camp. Politiquement, le constat est devenu une évidence : l'orientation qu'il a donnée à sa présidence est contraire à ses engagements électoraux et à rebours de son histoire partisane. Mais, personnellement, il y ajoute la confusion désastreuse de choix faits sans mode d'emploi, sans débat avec sa famille politique ni pédagogie pour ceux qui l'ont élu, dans un mélange d'embardees, d'amateurisme et d'improvisation qui ne cesse de désespérer ses plus proches.

À l'instar d'une rupture sentimentale qui se ferait sans un mot d'explication de celle ou celui qui part, François Hollande, seul dans son château, égare la gauche en lui faisant faux bond sans jamais lui expliquer pourquoi. Comme si c'était indicible ou inavouable. C'est une des données de l'actuelle dynamique régressive qui, électoralement, ne fait surgir aucune alternative à la déroute socialiste : par son échappée solitaire et silencieuse, si loin du personnage qu'il prétendait être en façade, le président élu par toute la gauche plonge celle-ci, tout entière, dans la stupéfaction, l'entraîne dans la dépression, l'enferme dans le désarroi. Et, de ce point de vue, la toute dernière séquence est aussi exemplaire que caricaturale.

Deux choix symboliques proprement

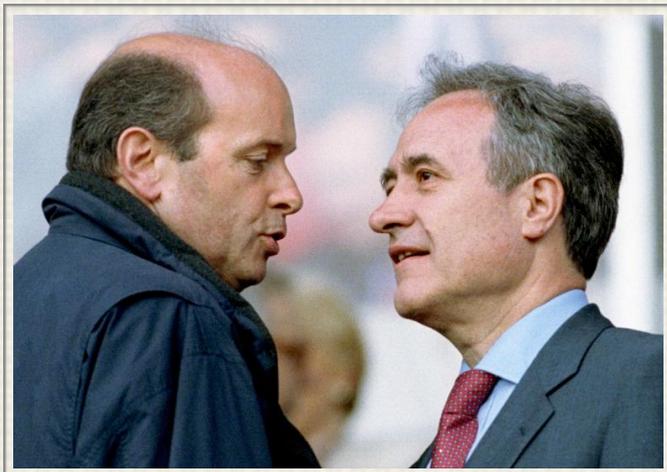
Avec François Hollande, même les rendez-vous les plus prévisibles s'épuisent rapidement comme si cette présidence, décidément, avait le souffle court et l'imaginaire pauvre. La séquence mémorielle et internationale, celle des commémorations du 6 juin 1944, où il s'est affiché en hôte du monde, n'aura duré que l'espace d'un week-end de la Pentecôte. Sans doute parce que, enfermé dans sa bulle présidentielle, il s'est convaincu qu'un passé figé parle d'évidence pour un présent mouvant, incertain et embrumé. Or, pour en dissiper les brouillards, les lumières du passé ne seront d'aucun secours sans clarté sur le futur promis.

Au lieu de quoi, cette présidence propose un tête-à-queue incessant où elle fait perdre toute boussole à la gauche dont elle est issue, la privant en quelque sorte de sens de l'orientation, autrement dit s'entêtant à la désorienter. Alors même qu'elle fait face à des mouvements sociaux prévisibles et annoncés, ceux des intermittents et des cheminots qui la mettent en porte-à-faux par rapport à ses engagements passés et à son assise sociale (lire ici l'article de Rachida El Azzouzi), la voici qui se signale aux siens par deux décisions symboliques proprement inimaginables.

« Mon véritable adversaire, c'est la finance », avait déclaré le candidat Hollande. Et, donc, mardi 10 juin, il nomme comme conseillère à l'Élysée une économiste fort libérale, Laurence Boone, qui officiait jusque-là au sein de la deuxième plus grande banque outre-Atlantique, la Bank of America. « C'est pour la jeunesse de notre pays que je veux présider la France », déclarait encore le candidat Hollande, dans le

même discours du Bourget du 22 janvier 2012. Et, donc, jeudi 12 juin, il propose la nomination au poste essentiel de Défenseur des droits d'un vieux routier du chiraquisme, symbole de l'entre-soi d'une classe politique rétive au renouvellement, Jacques Toubon, 73 ans le 29 juin prochain, lequel terminerait son mandat de six ans dans sa quatre-vingtième année s'il était effectivement désigné.

« J'ai des inclinations à gauche », a confié au Monde la nouvelle conseillère élyséenne. La précision est importante tant on ne s'en était pas aperçu à lire, dans le quotidien libéral L'Opinion, les chroniques de cette publiciste des vulgates économiques les plus conformistes et les moins progressistes (lire ici l'article de Lénaïg Bredoux). Hostile à la régulation des banques, Laurence Boone qualifiait même, le 26 mai dernier, soit seulement deux semaines avant sa nomination, de « massacre » la politique économique du pouvoir, malgré tous les efforts de ce dernier pour séduire le patronat au risque de désespérer les salariés. « Les choix de politique économique sont quasiment inexistantes, écrivait-elle. La déclaration de politique générale de Manuel Valls l'annonçait : c'est un programme qui ne vise ni à soutenir la demande à court terme, ni à élever le potentiel de croissance de long terme. »



Jacques Toubon avec Jean Tiberi, en 1997. © Reuters

Si Jacques Toubon s'est fait plus discret – encore qu'il aurait carrément écrit à François Hollande pour se porter candidat –, son itinéraire parle pour lui. Élus socialistes, pétitionnaires de gauche, spécialistes de la justice ne se sont pas privés de le rappeler à un président aussi oublieux qu'indifférent. Comment transformer en Défenseur des droits rigoureux et audacieux, indépendant et inventif, un homme qui s'est distingué en ne votant finalement pas la loi

Badinter abolissant la peine de mort, en s'opposant à la dépénalisation de l'homosexualité, en ne s'associant à aucun des grands combats pour la défense et l'élargissement des libertés, notamment les droits des femmes et les droits des étrangers ? Et, qui plus est, en se comportant, quand il fut ministre de la justice, en gardien des siens plutôt qu'en garde des Sceaux, s'efforçant de ralentir ou d'entraver les investigations judiciaires sur des affaires de financement politique ?

C'est devant le club Droits, justice et sécurités que François Hollande était venu, en 2012, présenter ses propositions de candidat sur la justice. Et c'est ce club DJS, rassemblement de juristes, avocats, magistrats, hauts fonctionnaires, etc., peu portés à la dissidence et toujours loyaux envers le Parti socialiste, qui lui répond de façon cinglante, en jugeant « choquante et même déplacée » cette nomination d'un homme dont la carrière ininterrompue est ainsi résumée : « Jacques Toubon, Défenseur des droits ». Faut-il préciser que l'actuelle présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) dont le Défenseur des droits est membre de droit, Christine Lazerges, fut présidente du club DJS jusqu'en 2013 ? Faut-il ajouter que l'un des fondateurs de ce club n'est autre que l'avocat Jean-Pierre Mignard, qui a également manifesté son courroux ? Lequel est aussi l'ami personnel et le défenseur habituel de François Hollande (et, par ailleurs, l'avocat de Mediapart avec son cabinet Lysias – ce qui n'a aucun rapport mais doit être précisé).

Comment, pour des choix aussi symboliques que fonctionnels, François Hollande peut-il à ce point dérouter celles et ceux qui lui ont fait confiance, voire ceux-là même qui l'ont parfois aidé, soutenu et conseillé ? Il n'y aurait donc, dans les réseaux socialistes, fussent-ils modérés, aucun économiste sans lien professionnel avec le monde bancaire méritant de rejoindre la présidence de la République ? Et encore moins de personnalité nouvelle, intègre, indépendante et compétente à gauche capable d'assumer, d'impulser et d'imposer cette récente, décisive et encore trop discrète institution du Défenseur des droits chargée, tout à la fois, de protéger nos droits fondamentaux face à l'État, de lutter contre les discriminations et pour l'égalité, de veiller à la déontologie des forces de sécurité, de promouvoir les droits de l'enfant, etc. ?

François Hollande semble devenu l'otage

consentant des institutions qui l'isolent, au point d'être incapable de consulter, solliciter et écouter ceux qui lui sont proches. Et cela vaut dans tous les domaines. Même ses plus fidèles soutiens dans les milieux culturels entrent en dissidence, tel Jean-Michel Ribes du théâtre parisien du Rond-Point, qui appelle à une « mobilisation citoyenne » parce que « la cause des intermittents du spectacle est celle de la défense des libertés fondamentales de la République ».

Un climat schizophrénique et neurasthénique

« Une forme de bras d'honneur », a brutalement déclaré à propos des deux nominations contestées l'animateur de l'aile gauche du PS, Emmanuel Maurel, en rappelant que les choix de Laurence Boone et de Jacques Toubon viennent après celui de Jean-Pierre Jouyet, ancien ministre de Nicolas Sarkozy, comme secrétaire général de l'Élysée en remplacement d'un haut fonctionnaire constamment fidèle à la gauche, Pierre-René Lemas. Bras d'honneur : l'image résume bien le fossé d'incommunicabilité qui s'est installé entre François Hollande et sa propre famille politique, ce sentiment qu'elle a d'être méprisée et ignorée.

Et comme si cela ne suffisait pas, cette semaine sidérante s'est terminée par l'annonce du premier ministre, Manuel Valls, d'une modification de l'emblématique loi sur le logement portée par celle qui en était encore ministre il y a peu, l'écologiste Cécile Duflot. Laquelle n'a pas hésité à évoquer une trahison des engagements de 2012 : « Ne soyons pas dupes, il s'agit d'une opération qui consiste à attaquer une des véritables lois de gauche de ce mandat. Abroger la loi Alur reviendrait à trahir des engagements de campagne sans aucun effet positif sur la construction. »

Que tous ces choix – dont le plus emblématique, le pacte de responsabilité et ses dizaines de milliards d'économies pesant sur les ménages et les salariés, sera l'enjeu des prochains débats parlementaires – dessinent une orientation idéologique en sens opposé à celle qui accompagna l'élection de 2012, c'est l'évidence. Mais elle ne s'accompagne aucunement de l'habileté tactique, fût-elle cyniquement calculatrice, qui pourrait transformer ce tournant en nouvelle cohérence politique. Quelle est l'utilité de ressusciter un chiraquisme sans bataillons, alors même que la crise de l'UMP tétanise durablement la droite ?



François Hollande, sur les plages du Débarquement. © Reuters

Quel bénéfice attendre d'une telle manœuvre aussi archaïque que sans ambition quand, sur une ligne semblablement d'ouverture à droite, François Hollande n'a pas su tendre la main à François Bayrou qui, pourtant, avait pris le risque public de voter pour lui au second tour ? Indifférence qui a renvoyé ce dernier vers ses anciens amis hier ralliés à Sarkozy et lui a ôté toute envie de venir au secours de cette présidence, d'autant moins que l'effondrement moral du sarkozysme ouvre un espace à droite à l'alliance UDI-MoDem.

De fait, la ligne suivie par ce pouvoir, jusqu'au choix comme premier ministre de Manuel Valls qui a toujours défendu au PS cette évolution vers la droite, est celle d'une nouvelle majorité au centre. Mais celui qui la conduit au sommet de l'État ne l'assume pas, refusant d'accompagner son faire d'un dire. Manuel Valls a au moins le mérite de la clarté quand il force son avantage en faisant comme si, par la grâce d'une promotion présidentielle, sa ligne, hier fort minoritaire, était devenue centrale au Parti socialiste (lire ici le récent article de Stéphane Allières). À l'inverse, François Hollande ne cesse de brouiller et d'embrouiller, créant autour de sa présidence un climat schizophrénique et neurasthénique.

Tout pouvoir politique est une forme de récit. Une histoire que l'on raconte, une ambition que l'on propose. Son authenticité est une autre affaire, tant ce récit peut être mensonger ou sincère, fabriqué ou spontané. Dans tous les cas, son existence est nécessaire pour que l'on comprenne et juge, pour que l'on puisse débattre et affronter, approuver ou contester. Or, d'une présidence l'autre, nous sommes passés de l'excès à l'absence. Au trop-plein du sarkozysme, ces cartes postales incessantes qui distillaient le poison de transgressions démocratiques, a succédé sous le hollandisme un vide fait d'appauvrissement et d'épuisement.

Comme si la présidence de François Hollande était marquée par son incapacité à inscrire son action dans un récit politique affichant et défendant sa cohérence, aussi discutable et contestable soit-elle par ailleurs sur le fond de ses orientations. Proches ou lointains de l'individu, soutiens ou adversaires de sa politique, impliqués dans l'action gouvernementale ou lui cherchant une alternative, tous les cercles concentriques de la gauche, dans sa diversité, se perdent en conjectures sur cette énigme d'un homme qu'ils ne comprennent plus et qui leur échappe. La réponse est sans doute à l'intersection du pouvoir et de la personnalité, de l'effet révélateur de l'un sur l'autre, tant nos institutions présidentielles sont plus fortes que les individus que, dans le même mouvement, elles dévorent et dévoilent.

« On abîme le pays lorsqu'on abîme le président », a récemment déclaré pour le défendre une ancienne journaliste, son ex-compagne, Valérie Trierweiler, entonnant le refrain du « Hollande bashing » comme cause des malheurs de cette présidence. Comme si le pays ne pouvait être abîmé par un président qui s'abîme tout seul ! Comment ne pas penser à cette formule de Karl Marx, en 1878, à destination de ses camarades sociaux-démocrates allemands : « Ils sont atteints de crétinisme parlementaire au point de se figurer qu'ils sont au-dessus de toute critique et de condamner la critique comme un crime de lèse-majesté ! »

Aussi zélé soit-il, le crétinisme présidentiel, ou plutôt présidentialiste, ne réussira pas à sortir cette présidence de l'impasse dans laquelle elle s'est enferrée de son propre chef.

VI) Je suis cheminot et voici pourquoi je suis en grève

Sylvain Bouard, cheminot



Le 11 juin 2014, les rames dorment à Bourg-en-Bresse (Sylvain Bouard)

« Oui, y a grève et on sait même pas pourquoi ! » cette remarque je la lis et l'entends quasiment systématiquement en cas de grève. Avec Internet, plus que jamais, il est facile de prendre la parole et d'expliquer ses choix personnels, voici donc pourquoi je suis en grève.

La réforme ferroviaire présentée par le gouvernement part du constat (tout à fait exact, aucun cheminot n'en doute) que la séparation entre la SNCF et RFF en 1997 est un échec.

On nous explique donc que l'on va réunifier le système ferroviaire. Je vous vois déjà me dire :

« En 1997, vous étiez en grève contre la séparation et, dix-sept ans plus tard, vous êtes en grève contre la réunification. »

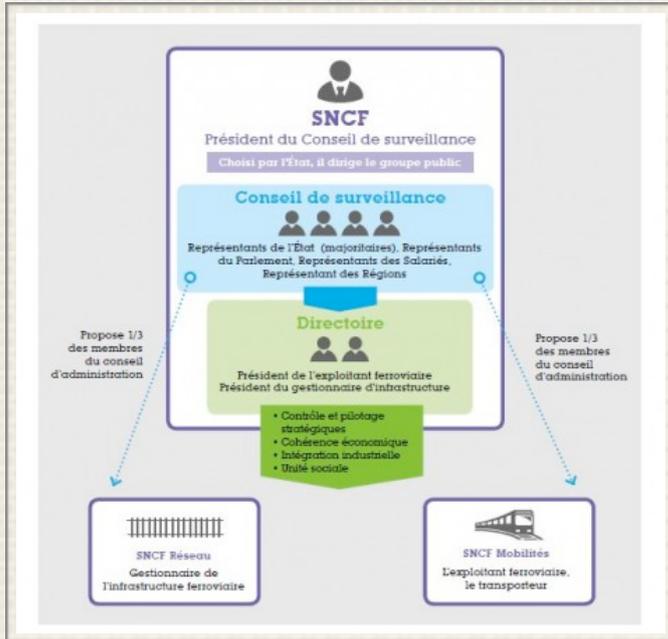
Vu de loin, je comprends que cela puisse étonner. Les syndicats appellent à la grève, car cette réunification n'en est pas une.

A l'heure actuelle, on a :

d'un côté RFF qui est propriétaire du réseau ;
la SNCF qui fait rouler ses trains.

On a donc deux entreprises avec deux lignes hiérarchiques différentes et donc les dissensions qui vont avec. Avec la réforme proposée, RFF devient l'entreprise « SNCF Infra » et la SNCF

devient l'entreprise « SNCF Mobilité ». Ces deux entreprises se trouvent filiales d'une toute nouvelle entreprise nommée SNCF. Cette dernière est dotée d'un directoire et d'un conseil de surveillance.



L'empilement magnifique qui est censé tout simplifier (Capture)

Ce redécoupage, je n'en veux pas

On passe donc de deux lignes hiérarchiques à trois en nous expliquant que tout sera plus simple.

A part multiplier les postes d'encadrement et les heures de réunions entre tout ce petit monde, quelle utilité ? J'ai travaillé des années dans un grand groupe multinational, je peux vous dire où cela mène de multiplier les lignes hiérarchiques : la main droite ne sait plus ce que fait la main gauche, voire même travaille à défaire ce que fait la main gauche pour des raisons d'ego mal placé de certains dirigeants.

Si l'on ajoute à cela que, dans ce type d'organisation, chacun a ses objectifs propres (souvent purement comptables), on passe plus de temps à compter les sous dépensés et à débattre pour savoir quel service/branche/filiale doit payer qu'à faire le boulot nécessaire. Cette réunification qui est en fait un redécoupage : je n'en veux pas.

Je veux un cadre clair et des décisions claires pour pouvoir bien faire mon boulot. Ce que je veux, c'est donc une SNCF réellement unifiée qui soit maîtresse chez elle. Multiplier le nombre de décideurs, c'est toujours diviser le nombre de décisions prises et déresponsabiliser tout le

le monde.

Que l'on revienne en arrière, oui, mais vraiment.

Assez de trinquer au quotidien pour des choses décidées par une autre boîte et je ne parle pas des conseils régionaux, l'Etat ou l'union européenne.

On va devoir tout renégocier

En plus de cette organisation que l'on veut me faire passer pour efficace, je suis en grève parce qu'on en profite pour faire passer des choses qui n'ont rien à voir avec le sujet. En vue de l'ouverture à la concurrence, on veut en effet remettre en cause les accords d'entreprise en application à la SNCF. Ben oui, pour que la concurrence puisse être « libre et non faussée », il faudrait négocier une convention collective du secteur ferroviaire. Attardons-nous là dessus.

Après tout, si d'autres entreprises doivent faire du ferroviaire, il serait logique et même carrément souhaitable que tout le monde joue avec les mêmes règles sociales. Sur ce point, je suis entièrement d'accord. Gagnons du temps et allons au plus simple : que l'on prenne les règles qui ont cours à la SNCF et que l'on applique ça à toute la profession ! On gagne un temps fou en négociation et, surtout, en crispation. Tous les salariés de toutes les entreprises ferroviaires seront sur un pied d'égalité et la concurrence sera donc équitable.

Organisées au sein de l'Union des transports publics et ferroviaires (Utp), les entreprises ferroviaires (dont la SNCF) militent, bizarrement, pour une toute autre solution : la remise à plat totale des règles et la négociation d'une convention collective pour le secteur ferroviaire. Pour les cheminots de la SNCF, on va donc tout oublier et devoir tout renégocier.

L'article 14 du projet de loi annonce effectivement le maintien pendant six mois de l'accord établissant les temps de travail et de repos à la SNCF. Et après ? Et bien après, on verra avec la convention collective qui sera négociée.

Y a-t-il des raisons de s'inquiéter ? Pour moi, la réponse est clairement : « oui ». Le seul début d'accord déjà négocié par l'UTP est un accord de branche concernant le fret, qui dit déjà :

➤ que l'on ne travaille pas assez de dimanches

- que 52 repos doubles, c'est bien trop ;
- que 9 heures entre deux journées de service, ce serait bien suffisant ;
- que des journées de 11 ou 12 heures (qui sont aujourd'hui une exception) pourraient devenir la norme...

Quand est ce que l'on dort ? Quand est ce que l'on mange ?

Imaginez un peu : samedi dernier, j'ai fini le boulot à 4h30. On pourrait me faire reprendre à 13h30 pour une journée de 12 heures qui m'emmènerait donc à 1h30. De là, je pourrais être de retour au boulot à 10h30. Quand est ce que l'on dort ? Quand est ce que l'on mange ? Quand est ce que l'on voit notre famille ?

Et vous, voyageur, vous êtes d'accord pour avoir, en tête de votre train ou dans le poste d'aiguillage des personnes chargées de votre sécurité qui vivent un tel rythme ?

J'en entends me dire qu'il est peut être un peu tôt pour partir en grève et que ce n'est pas parce que l'on renégocie des accords que les salariés vont y perdre. Dans un monde idéal, cette position est tout à fait raisonnable.

Malheureusement, en quinze ans de salariat dont cinq à la SNCF, je n'ai jamais vu une renégociation d'accord d'entreprise qui aboutisse sur un meilleur compris pour tous. Cela se termine toujours par plus de souplesse pour les employeurs et moins de droits pour les employés.

On me dit également que, si la convention collective s'avère peu satisfaisante, elle pourra très bien être complétée par un accord d'entreprise interne aux entreprises SNCF, SNCF Infra ou SNCF Mobilité. Nous sommes d'accord... sauf que, dans le projet de loi, rien n'oblige les entreprises à négocier autre chose que la convention collective.

En l'état, la seule chose qui est certaine, c'est que notre réglementation ne survivra que six mois à la mise en action de la réforme. Tout le reste n'est que conjecture.

On m'objecte également que la concurrence à laquelle nous devons résister n'est pas seulement celle des autres opérateurs ferroviaires mais aussi celle des transporteurs routiers. J'entends bien mais nous ne pourrons jamais être compétitifs face à des entreprises qui emploient des conducteurs de l'Est avec les conditions sociales

qui vont avec. On peut déjà abandonner nos congés payés et diminuer de moitié nos salaires. La compétition entre travailleurs, c'est à dire la mise en concurrence des pauvres entre eux, est-ce ce que nous voulons ?

Bref, un gloubi-boulga indigeste...

Mélange entre une nouvelle organisation au moins aussi inefficace que celle en place et tirage vers le bas des conditions de vie des travailleurs du rail, cette réforme n'est, à mes yeux, qu'un gloubi-boulga indigeste que je refuse d'avaler. Si, en plus, on s'interroge sur les motivations de l'UTP à ne pas s'aligner tout simplement sur les règles en vigueur à la SNCF, on ne peut qu'en conclure que le but est de faire un maximum d'argent en pressurant les salariés. Rentabilité avant tout, comme dans tant de boîtes...

J'aime mon boulot et je veux qu'on me donne les moyens de bien le faire et qu'on ne me demande pas d'y laisser ma santé et ma vie de famille (ce qui est d'ailleurs déjà bien assez le cas).

Cela ne me semble ni compliqué ni déraisonnable... sauf dans cet air du temps libéral où l'humain doit s'effacer devant l'argent.

rue89.nouvelobs.com

A Suivre...
La Presse en
Revue